Le pouvoir aux travailleurs

01 SEPTEMBRE 2018

N° 246

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

ÇA BOUGE DANS LA PETITE MARE AUX CROCODILES !

Page 3

CHANTIER GCC DE CAP SUD MARCORY :
NOUS VOULONS DE LA CONSIDÉRATION… ET NOTRE PAIE

Page 4

LA « *CROISSANCE ÉCONOMIQUE* », C'EST POUR LES RICHES !

Page 7

AU MALI COMME AILLEURS, LE VÉRITABLE CHANGEMENT NE PEUT PAS SORTIR DES URNES MAIS DE LA LUTTE DES EXPLOITÉS.

Page 11-12

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- ÇA BOUGE DANS LA PETITE MARE AUX CROCODILES !.....	3
- CHANTIER GCC DE CAP SUD MARCORY : NOUS VOULONS DE LA CONSIDÉRATION… ET NOTRE PAIE ! ……	4
- L'ESPOIR FAIT VIVRE … ……..	5
- LA RAPACITÉ DES EXPLOITEURS N'A PAS DE LIMITE ! ..……..	5
- MINE D'OR DE TONGON : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE ! ……	5
- CNRA : LA GRÈVE CONTINUE ……	6
- LA « *CROISSANCE ÉCONOMIQUE* », C'EST POUR LES RICHES ! ……	7
- ABOBO: LA DÉMAGOGIE D'UN MINISTRE AMBITIEUX ……	7 - 8
- QUE FONT LES AUTORITÉS POUR FAIRE FACE À L'INSALUBRITÉ QUI S'AGGRAVE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ? ……..	8
- PÉNURIE DE GAZ : BONNE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES, SOUFFRANCE POUR LA POPULATION ……	8
- ABIDJAN : SÉCURITÉ OU RACKET ? ……	8
- EXCISION = LA BARBARIE ……..	9
- DÉLIMITATION DES VILLAGES : L'APPÂT DU GAIN MOTIVE L'ÉTAT …..	9
- ENCORE UN SOMMET SUR LE CHOLERA ……	9 - 10
- KATIOLA : LA BARBARIE D'UNE SOCIÉTÉ MALADE DU CAPITALISME ...	10
- AU MALI COMME AILLEURS, LE VÉRITABLE CHANGEMENT NE PEUT PAS SORTIR DES URNES MAIS DE LA LUTTE DES EXPLOITÉS ……	11 - 12

E d i t o r i a l

ÇA BOUGE DANS LA PETITE MARE AUX CROCODILES !

Les crocodiles, petits et grands commencent à se positionner en vue des échéances électorales qui se profilent à l'horizon. Plus près de nous, il y a les élections régionales et municipales. Suivront en 2020, celles des présidentielles.

Ouattara, dans son actuelle position dominante, tente de phagocyter son ex-allié le Pdci au sein d'un parti « *Rhdp unifié* ». Les Kablan Dunkan, Patrick Achi et autre Ahoussou Kouadio, membres du Pdci et actuellement à la mangeoire par la grâce de Ouattara, tentent de jouer aux équilibristes pour préserver en même temps leur « *mangement* » futur au sein du Pdci.

Du coup, Konan Bédié, voyant le nouveau jeu de Ouattara, son allié et « *frère* » de la veille, a lui aussi entrepris avec son parti le Pdci la même démarche. Il sonde du côté de Soro Guillaume qui occupe le poste de vice-président au sein du Rdr, le parti de Ouattara, mais qui joue en même temps sa propre carte pour ne pas se faire avaler par les crocodiles de l'entourage de Ouattara, dont Amadou Gon Coulibaly et Hamed Bakayoko.

En même temps, le Pdci tente une approche avec le Fpi d'Affi N'Guessan. Le Fpi étant actuellement divisé entre le clan Affi N'Guessan et celui d'Abou Dramane Sangaré, plus proche de Laurent Gbagbo.

Ouattara, voyant certainement d'un mauvais œil tout ce ballet, vient de jouer une nouvelle carte en amnistiant Simone Gbagbo et quelques centaines de ses partisans dont une partie est réfugiée dans les pays voisins. Simone Gbagbo prône pour l'instant le « *pardon* » et « *l'unité nationale* » vis-à-vis de Ouattara tout en ne dédaignant pas les avances du Pdci.

D'autres comme Jean Louis Billon, Thierry Tanoh et consorts vont également se positionner au gré de leurs propres intérêts personnels du moment.

L'avenir nous dira dans quel sens se noueront les futures alliances. Nous avons déjà vu dans le passé celle du Fpi et du Rdr contre le Pdci, ensuite celle du Pdci et du Rdr contre le Fpi. Demain, absolument rien n'empêche une alliance Fpi-Pdci, éventuellement composée ou pas avec d'autres forces politiques plus petites … contre, cette fois-ci, le Rdr.

Quant à l'impérialisme français, pour qui la Côte d'Ivoire fait figure d'arrière-cour dans son pré carré africain, son choix sera comme d'habitude déterminant. Depuis l'indépendance c'est lui qui dicte à l'Etat ivoirien la conduite à tenir. Lorsqu'un de ses valets locaux ne fait plus l'affaire, il n'hésite pas à l'éjecter, y compris militairement. Gbagbo en a fait l'expérience (comme bien d'autres dirigeants d'anciennes colonies françaises d'Afrique) lorsque l'impérialisme français a décidé de mettre Ouattara à sa place.

Alors, les politiciens peuvent toujours s'agiter dans le marigot pour prendre possession de la mangeoire que veut bien leur laisser l'impérialisme français pour servir ses intérêts généraux en Côte d'Ivoire. Les travailleurs doivent savoir que quelles que soient les nouvelles têtes qui dirigeront l'Etat ivoirien à l'issue de ces jeux d'alliance, ils n'auront rien de bon à en attendre. Ils ne pourront compter que sur leur propre force collective et leurs grèves pour défendre leurs intérêts en tant que classe sociale exploitée.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CHANTIER GCC DE CAP SUD MARCORY : NOUS VOULONS DE LA CONSIDÉRATION… ET NOTRE PAIE !

Le chantier est une extension de centre commercial Cap Sud à Marcory. Il s'agit de la construction d'une salle de cinéma. Nous sommes une trentaine de travailleurs sur ce chantier.

Récemment, nous avons été obligés d'effectuer un arrêt de travail après plus d'un mois de travail sans être payés. D'habitude, le patron nous amadoue avec de petites avances sur nos paies. Cela passait. Mais ce qui nous a vraiment mis en colère, c'est quand l'un de nos collègues victime d'un éboulement sur le chantier a été abandonné dans une clinique après son évacuation d'urgence, parce que les patrons n'ont pas voulu payer les frais.

Le lendemain de notre arrêt de travail, l'accès au chantier nous a été interdit. Entre temps nous avons été rejoints par d'autres collègues, nos devanciers qui avaient aussi travaillé sur ce chantier et qui étaient dans le même cas que nous. C'est donc au soleil sur le parking de Cap Sud, qu'à plus de 80, nous sommes restés toute la journée.

Durant une semaine, le patron n'a même pas daigné ne serait-ce que venir s'entretenir avec nous. Pendant ce temps il avait embauché de nouveaux ouvriers qui ont commencé à travailler.

Le 1er jour de la deuxième semaine, nous avons décidé de changer de tactique. Nous sommes entrés sur le chantier pour bloquer les travaux. Le résultat, c'était comme si on avait ameuté toutes les polices du pays. Nous avons eu droit à 3 commissaires et 7 officiers de police pour parlementer avec nous.

Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette société. C'est le patron qui refuse de nous payer, pourtant c'est nous que les policiers ont essayé d'intimider avec des menaces, au lieu d'intimer l'ordre au patron de nous donner notre dû.

Malgré les cargos de police et de CCDO devant le chantier, nous ne nous sommes pas laissés démonter. Nous avons exigé un échéancier au patron.

Après une autre semaine de mobilisation, le patron nous a versé une première partie de nos salaires. Rendez-vous a été pris pour le 5 septembre pour le reliquat. Nous restons donc toujours mobilisés.

L'idée de rentrer carrément dans le Centre Commercial et être au frais pour discuter avec les clients qui viennent faire leurs achats fait son chemin. Après tout, le donneur d'ordre pour la construction de ce cinéma, n'est-ce pas le propriétaire du centre commercial qui sous-traite ses travaux avec des tâcherons banabana, à moindre frais ? En tout cas, il ne le fera pas sur notre dos !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

L'ESPOIR FAIT VIVRE …

Depuis un certain temps il y a une nouvelle forme d'escroquerie qui gagne du terrain dans les zones industrielles et les quartiers populaires, c'est le loto ghanéen. Nombreux sont les travailleurs qui s'y adonnent en espérant trouver le moyen d'arrondir les fins de mois. Le principe de cette loterie consiste à vendre aux pauvres l'illusion qu'ils peuvent sortir de la pauvreté rien qu'en achetant un ticket, en pariant sur des chiffres ou sur des chevaux, etc.

En réalité, les vrais bénéficiaires de ces jeux ce sont les organisateurs de cette escroquerie qui ne dit pas son nom. Pour améliorer réellement leur sort, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur force collective et leur capacité à pouvoir arracher des concessions aux patrons qui les exploitent.

LA RAPACITÉ DES EXPLOITEURS N'A PAS DE LIMITE !

Depuis plusieurs années, nombreux sont les travailleurs qui ont été engagés dans des conditions floues à Nutri, une entreprise alimentaire située dans la zone industrielle de Yopougon. Cette entreprise ne fournit ni contrat de travail, ni bulletin de salaire aux travailleurs. Ces derniers ne sont reconnus nulle part.

Face à la grogne persistante des travailleurs, le patron se sent dans l'obligation d'en embaucher quelques-uns parmi les plus anciens. Mais celui-ci veut passer l'éponge sur leur ancienneté. Or, certains travaillent depuis plus de 6 ans dans cette entreprise et ils n'entendent pas les choses de la même oreille. À ceux qui essayent de réclamer leur ancienneté, la direction rétorque qu'ils doivent le prouver avec des papiers.

Cette situation n'est pas propre à cette entreprise. C'est monnaie courante dans la zone industrielle de Yopougon et de Koumassi entre autres, mais aussi dans le secteur du bâtiment. La rapacité des patrons n'a pas de limite, sauf quand les travailleurs relèvent la tête collectivement pour défendre leurs intérêts.

MINE D'OR DE TONGON : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE !

Les travailleurs de la mine d'or de Tongon situé dans l'extrême nord de la Côte d'Ivoire ont fait récemment une grève de plus de deux semaines. Ils réclament l'équivalent de 7 mois de salaires correspondant aux primes de production qui leur ont été amputées depuis plusieurs années. En effet, pour flouer les travailleurs le patron a toujours prétendu que ceux-ci n'ont jamais atteint les objectifs. Et pourtant, cette mine est classée parmi les meilleures que compte le pays.

Plusieurs médiations ont été tentées par les autorités de la région pour soi-disant régler le problème, mais elles ont pris fait et cause pour le patron. Leur action n'avait qu'un seul but : faire reprendre le travail aux ouvriers sans que ceux-ci aient obtenu gain de cause. Les travailleurs savent que seule leur détermination peut faire aboutir leurs revendications.

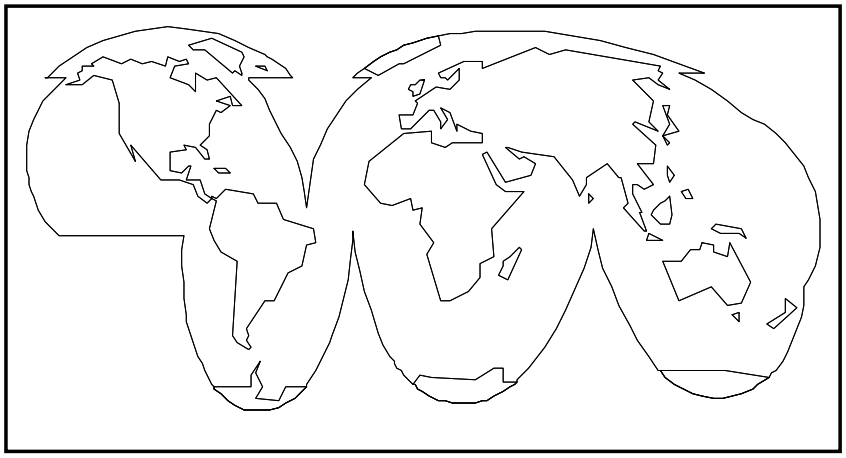
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CNRA : LA GRÈVE CONTINUE

Depuis le 24 Août, les employés du CNRA (Centre National de Recherche Agronomique) sont entrés en grève pour réclamer à leur direction entre autres, le paiement de deux mois d'arriérés de salaire, des primes de recherche, une augmentation substantielle des salaires de plusieurs de leurs collègues qui sont jusqu'à présent payés en dessous du Smig. Dans cette entreprise qui est en partie dépendante de l'État, des travailleurs sont encore réduits à être payés en dessous du minimum légal. C'est comme cela que l'État donne l'exemple à l'ensemble du patronat !

Depuis plusieurs mois, ces travailleurs mènent des actions pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Les autorités leur répondent par la répression et la brutalité. Il n'y a pas longtemps, une trentaine d'agents de cette société ont été jetés en prison pour avoir fait grève. Toutes ces manœuvres loin de démoraliser les travailleurs, n'arrivent pas à bout de leur mobilisation. Le bras de fer continue.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA « *CROISSANCE ÉCONOMIQUE* », C'EST POUR LES RICHES !

La publication récente d'un rapport de l'Union Européenne sur la Côte d'ivoire a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Il est dit par exemple que « *La côte d'ivoire affiche l'image rassurante d'une stabilité retrouvée portée par des taux de croissance élevés (8% en moyenne depuis 2011) mais les indicateurs sociaux stagnent* », ou encore : « *la population s'interroge de plus en plus ouvertement sur cette croissance qui ne lui semble pas ou peu bénéfique et tolère d'autant moins les largesses financières dont bénéficient les cercles du pouvoir* » […] « *une classe dirigeante dont l'enrichissement ces dernières années est parfois spectaculaire* », etc.

Ces messieurs les diplomates européens font mine de « *découvrir* » seulement aujourd'hui ces réalités. Les travailleurs quant à eux les vivent au jour le jour.

Malgré les rodomontades du gouvernement sur la croissance et la prétendue « *émergence* », la situation des classes pauvres ne cesse de se dégrader. Le niveau des salaires des travailleurs reste très bas tandis que le coût de la vie ne cesse de grimper. La conséquence de cela, c'est l'aggravation de la misère et de la précarité dans la classe ouvrière. Le chômage frappe de plus en plus les travailleurs. Les quartiers précaires où habitent les pauvres font régulièrement l'objet de destruction. Les habitants sont jetés à la rue. Les espaces ainsi libérés sont mis à la disposition des riches.

Ce que ce rapport ne dit pas, c'est que ces inégalités sociales criantes ne sont pas seulement le fait de la mauvaise gestion de l'équipe au pouvoir. Ces inégalités sont inhérentes à l'économie capitaliste où toutes les richesses que l'humanité est capable de produire sont concentrées entre les mains d'une poignée d'individus, laissant l'écrasante majorité de la population croupir dans la pauvreté. Elle a pour fondement l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est tout le système capitaliste que les travailleurs et les classes pauvres doivent combattre s'ils veulent se libérer.

ABOBO: LA DÉMAGOGIE D'UN MINISTRE AMBITIEUX

En juillet dernier lors d'une rencontre avec une frange de la population d'Abobo, le ministre de la Défense a tenu ces propos rapportés par la presse : « *Je serai avec vous pour voir vos problèmes et souffrances, et je parlerai directement au président et ce qu'il y a lieu de faire, on le fera (…) La sécurité je vais gérer. Abobo sera en paix, tout le monde pourra circuler tranquillement et en toute sécurité, je suis le ministre de la Défense* ».

Récemment, ce même ministre avait déclaré dans les médias que le problème d'enfants « *microbes* » était résolu. De qui se moque-t-il ? Ce Monsieur, n'ignore certainement pas les agissements des forces de l'ordre et de sécurité dans les quartiers

populaires. Elles sont très performantes lorsqu'il s'agit de racketter les passants ; elles sont au service des entreprises comme la CIE pour jeter en prison les pauvres gens qui n'ont pas d'autres choix d'avoir accès à l'électricité que par des voies non conformes à celles de la CIE ; elles gazent ou frappent les travailleurs quand ils font grève pour des augmentations de salaires ou pour réclamer des mois de salaires non payés. Voilà ce que savent faire nos forces de l'ordre !

QUE FONT LES AUTORITÉS POUR FAIRE FACE À L'INSALUBRITÉ QUI S'AGGRAVE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ?

Depuis plusieurs années les quartiers populaires sont confrontés à de réels problèmes d'insalubrité. On ne peut pas faire 100m sans croiser des dépôts d'ordures ou des flaques d'eaux usées qui coulent partout dans les rues. Les communes telles que Abobo, Adjamé, illustrent de manière flagrante ce phénomène : absence d'égouts, de caniveaux et des camions de ramassage d'ordures ménagères. Ce qui fait que les populations pauvres sont confrontées à de nombreuses maladies telles que la fièvre typhoïde, le paludisme et bien d'autres qui font de nombreux morts. Et pourtant sur chaque facture d'électricité les populations payent des taxes de ramassage d'ordures. Face à cette situation, aucune action n'est menée par les autorités pour palier à ce problème qui perdure depuis des années. Un coup de colère des habitants va peut-être les réveiller.

PÉNURIE DE GAZ : BONNE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES, SOUFFRANCE POUR LA POPULATION

Actuellement, la pénurie de gaz dans toute la ville d'Abidjan et même à l'intérieur du pays est un problème épineux pour de nombreuses familles de condition modeste. Mais c'est en même temps une aubaine pour certains fournisseurs, notamment les plus gros car lorsqu'il y une pénurie ils font monter les prix. Le « *faitout* » qui était chargé à 2000 f est passé à 3000 Fr. Et là encore, pour échanger sa bouteille de gaz, il faut se mettre en rang devant le vendeur après avoir fait le tour du quartier pour en trouver un qui a encore du stock à vendre. C'est un vrai parcours de combattant pour les familles des travailleurs dont le salaire est très dérisoire.

ABIDJAN : SÉCURITÉ OU RACKET ?

Sous prétexte de contrôle d'identité, très tôt le matin, les corps-habillés patrouillent les rues pour arrêter les personnes. Mais à la grande surprise de tous, ceux qui sont interpellés sont tout simplement les pauvres travailleurs allant chercher de quoi survivre. Malheur à ceux qui n'ont pas de pièces d'identité. Ils se retrouvent en boîte comme des criminels et ne sont ensuite relâchés qu'après avoir payé une somme de 5000 Fr ou plus.

Dans les usines et dans les chantiers ce sont les patrons qui nous exploitent ; dans nos quartiers ce sont ensuite les policiers racketteurs qui nous font la poche. Partout on nous vole !

L E U R S O C I E T E

EXCISION = LA BARBARIE

Quatorze jeunes filles ont été excisées dans le département d'Adiaké. Le ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant s'est fendu d'un communiqué pour exprimer sa « *prétendue colère* » et a affirmé que les coupables et les complices seront arrêtés. Attendons pour voir !

Tous ces gens attendent qu'il y ait des scandales tels que celui-là pour parler des mutilations génitales féminines. Cette pratique d'un autre âge perdure encore aujourd'hui. Une femme n'a pas à être excisée pour devenir une « *vraie femme* ». Ceux qui s'accrochent à cette pratique ne veulent que perpétuer une coutume ignoble et rétrograde qui n'a pas lieu d'être. La femme n'est pas un objet !

DÉLIMITATION DES VILLAGES : L'APPÂT DU GAIN MOTIVE L'ÉTAT

La toute nouvelle Agence Foncière Rurale (AFOR) est en train de faire une formation à des membres de comités villageois de gestion foncière rurale, des chefs traditionnels et des fonctionnaires de l'Etat. Cette nouvelle agence, selon son directeur général, a pour but de propager et de permettre l'application de la loi votée depuis 1998 sur le foncier rural.

Ce qui motive nos dirigeants ce n'est pas de trouver une solution pour mettre fin aux conflits fonciers qui font de nombreux morts et blessés ; d'autant moins que ces victimes sont des pauvres. Ce qui semble avant tout les motiver, ce sont plutôt les 29 milliards qu'ils attendent du Fonds Européen de développement (FED) pour un programme sur le foncier.

La première tranche de six milliards est conditionnée par la délimitation des frontières de 1000 villages avant fin septembre 2018. On comprend alors mieux l'empressement de nos dirigeants, il y a de l'argent à palper en perspective !

ENCORE UN SOMMET SUR LE CHOLERA

Un sommet des ministres de la Santé a eu lieu à Dakar du 27 au 31 août 2018. Une de ses résolutions est de freiner la flambée du choléra d'ici 2030. D'après leurs chiffres, il y a eu 3 000 décès sur les 150 000 cas connus pour la seule année 2017. Alors combien de morts jusqu'à 2030 ?

Le choléra est causé par l'usage d'une eau polluée. Il ne sévit pas seulement dans les zones rurales. Aujourd'hui, en plein Abidjan les travailleurs n'ont pas accès à l'eau potable. C'est criminel !

Lutter efficacement contre cette maladie, c'est permettre l'accès à l'eau potable à toute la population. Cet un objectif qui est loin d'être insurmontable pour peu que les Etats en fassent une priorité au lieu de consacrer la majeure partie de leur budget à l'achat d'armes, aux cadeaux aux patrons sous forme de réductions d'impôts, etc.

L E U R S O C I E T E

Renvoyer aux calendes grecques les solutions aux problèmes qui touchent les populations pauvres, c'est ce que savent faire tous ces gouvernants quel que soit leur pays !

KATIOLA : LA BARBARIE D'UNE SOCIÉTÉ MALADE DU CAPITALISME

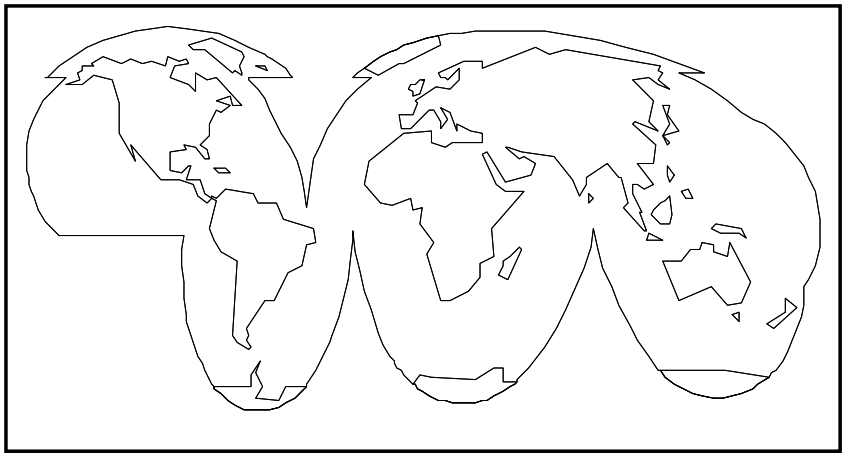
Le 27 Août, des personnes venues de Katiola se sont rendues à Attienkaha, un village situé à 14 Km. Ils étaient armés de gourdins, de machettes et de produits inflammables. Ils ont pillé le village et mis le feu aux maisons sous le regard impuissant des personnes invalides ou trop vieilles pour se sauver dans la brousse. La raison évoquée était soi-disant pour venger la disparition d'un chauffeur de véhicule de transport en commun dont le véhicule était tombé en panne dans ce village.

Une semaine avant, un autre cas similaire s'est produit à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, à Siébly dans la commune de Kouibly. Ce village a été saccagé et pillé par une bande de jeunes venus de Kouibly. Il y a eu une vingtaine de blessés. La raison évoquée ici ce serait à cause d'un simple match de football.

Comment qualifier ces deux actes, sinon de barbarie ! C'est le résultat d'une société malade du capitalisme pourrissant : des jeunes désœuvrés sans aucune perspective, ne trouvant rien d'autre à faire qu'à s'en prendre à d'autres pauvres, on peut le dire, à leurs propres parents.

Une telle société mérite d'être détruite par la force consciente des travailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

AU MALI COMME AILLEURS, LE VÉRITABLE CHANGEMENT NE PEUT PAS SORTIR DES URNES MAIS DE LA LUTTE DES EXPLOITÉS

Dès la proclamation officielle du résultat du deuxième tour de l'élection présidentielle, (donnant 67,17% des voix à l'actuel président Ibrahim Boubacar Keïta contre 32,83% à son rival Soumaïla Cissé auquel les principaux candidats éliminés lors du premier tour ont apporté leur soutien), une coalition des partis de l'opposition a appelé à une manifestation de rue pour protester contre le bourrage des urnes.

Malgré les intimidations et les menaces de répression lancées par le ministre de l'Intérieur, de nombreuses personnes sont descendues dans les rues de Bamako et dans d'autres villes du pays, le 17 Août aux cris de « *IBK voleur !* », « *Non à la fraude !* », entre autres slogans.

Devant la foule rassemblée à la place de la Liberté de Bamako, le perdant Soumaïla Cissé a qualifié la victoire d'IBK de « *supercherie, mascarade, parodie et mensonges* » […] « *Si on exclut les résultats issus des bourrages d'urnes avérés dans de nombreux bureaux de vote* (…) *ainsi que les résultats tout simplement fantaisistes dans de très nombreuses localités du nord du pays, je sors vainqueur de l'élection présidentielle avec 51,75 % des voix contre 48,25 % à notre adversaire* » a-t-il déclaré.

La dernière manifestation de l'opposition qui a eu lieu le 1er Septembre aurait rassemblé plus de 200.000 manifestants selon les organisateurs tandis que le gouvernement n'a compté que quelques milliers. Le camp présidentiel a lancé de son côté un appel à une contre-manifestation pour le 2 Septembre.

Jusqu'à maintenant on assiste à un bras de fer sans effusion de sang. Les forces de l'ordre ont cependant emprisonné deux personnes appartenant au camp de Soumaïla Cissé mais les jours prochains si la contestation de rue se généralise, le pouvoir ne tardera pas à donner l'ordre à la police et à l'armée de sévir plus brutalement. Déjà dans l'entourage de l'actuel président on propage les discours sécuritaires et les mises en garde contre ceux qui chercheraient à « *déstabiliser le pays* ». Le gouvernement va peut-être finir par interdire toute manifestation de rue en généralisant l'état d'urgence.

Soumaïla Cissé et certains de ceux qui se proclament aujourd'hui dans le camp de l'opposition au président IBK finiront-ils par s'asseoir autour d'une table pour négocier une sortie de crise avec le vainqueur officiel et obtenir quelques strapontins ministériels en échange de leur ralliement ? Cela n'est pas impossible car tout compte fait, malgré leur rivalité de façade tous ces gens font partie du même monde de politiciens habitués à gouverner ensemble. La plupart des candidats du premier tour ont été plusieurs fois ministres voire des Premiers ministres d'IBK ou de ses prédécesseurs et ce ne sera pas une surprise si demain ils se retrouvent de nouveau au pouvoir comme si de rien n'était.

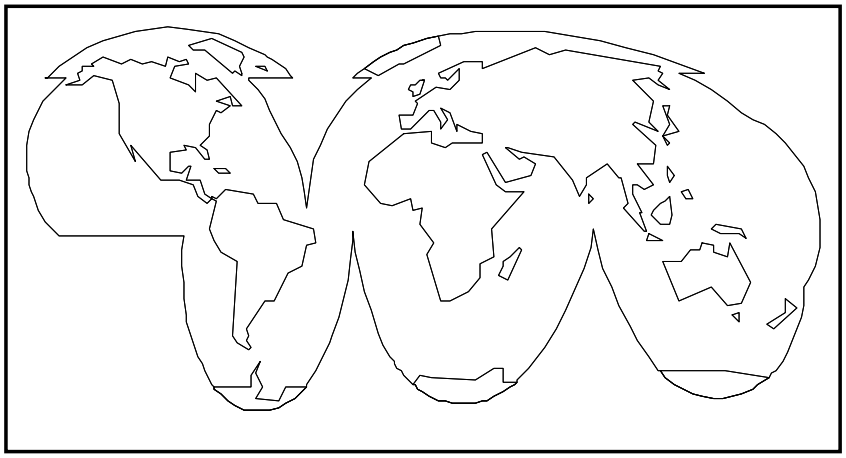
Soumaïla Cissé n'est pas un nouveau venu dans le marigot des politiciens professionnels. En 1992 il a occupé le poste de Secrétaire général de la présidence sous Alpha Oumar Konaré, puis ministre des Finances en 1993, ministre des Finances et du Commerce en 1994, de nouveau ministre des Finances en 1997 et ministre de l'Équipement, de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme en 2000. Il a ensuite été propulsé à la tête de la commission de l'Union

économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) de 2004 à 2011.

Déjà en 2013 il était présent au deuxième tour de l'élection présidentielle face à l'actuel président IBK. Il avait alors reconnu sa défaite avant même la proclamation officielle des résultats. Cette fois-ci, il déclare qu'on lui a volé sa victoire.

Pour les travailleurs et petits paysans maliens, la victoire de Soumaïla Cissé n'aurait rien changé par rapport à celle d'IBK. L'un et l'autre font partie du petit cercle de parasites locaux qui s'enrichissent en participant au pillage généralisé des richesses du pays au profit de l'impérialisme en général et de l'impérialisme français en particulier. Ce n'est pas un changement de valet du capitalisme à la tête de l'Etat malien qui changera quoique ce soit dans la situation des travailleurs. Le véritable changement ne pourra venir que de la lutte collective de la classe des exploités contre celle des exploiteurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.